

NOUS SOMMES NI SUBIS, NI CHOISIS : NOUS VIVONS ICI, NOUS TRAVAILLONS ICI, NOUS SOMMES D'ICI !

Il faut en finir avec le mot « *immigré* », mot qui détruit les gens, mot qui détruit le pays, mot qui détruit l'état de droit.

Il n'y a que des gens du pays, qu'il faut traiter avec égalité et justice !

1°) Avec la loi CESEDA contre les ouvriers étrangers, **un fascisme nouveau se met en place en France**, « fascisme mou » qui au nom des élections et de la sécurité permet à un chef de parti, ministre d'état, d'appliquer une politique dont le sens est : *moi et mon parti décidons et choisissons qui a le droit de vivre ici, nous choisissons qui doit être éliminé juridiquement par la loi et physiquement par l'expulsion. Nous faisons une loi qui va permettre de supprimer tout droit à des centaines de milliers de gens qui sont ici, qui vivent et travaillent ici depuis des années, qui pour certains ont des enfants qui vont à l'école ici. Je fais un geste de charité pour une poignée quand cela me semble bon pour les sondages...Je choisis ce que les gens doivent subir.*

2°) A travers cette loi, l'UMP marque une volonté politique de séparer la loi et le droit : pour eux, la loi n'est plus là pour assurer des droits aux gens du pays, à tous les gens. **La loi devient une affaire de police**, une affaire de suspicion et de persécution. **C'est la fin de l'état de droit**, et le début de l'état de lois et de police contre les gens.

A travers cette loi, **c'est aussi la volonté politique de séparer droits et travail** : tout le monde sait que nous, ouvrier(e)s sans-papiers, nous travaillons durement : le gouvernement le sait, les préfectures le savent. Et pourtant, la nouvelle loi enlève le peu de droits qu'il y avait pour se faire reconnaître (la régularisation au bout de 10 ans). Pour nous, la solution politique est simple et faisable : reconnaître le travail des gens, reconnaître et appliquer le principe que le travail ouvre à des droits ; régulariser les ouvrier(e)s sans-papiers comme en Espagne et en Italie, et comme aux USA.

Mais c'est vrai que le gouvernement veut à tout prix casser le droit du travail, **il veut déréguler le travail**, il veut que des gens travaillent sans-droit comme nous et l'élargir (CPE, CNE...) ; il veut même du travail gratuit (Pentecôte). C'est cela le libéralisme-sécuritaire.

3) qu'est-ce qui a permis d'être là, d'être tombés aussi bas ?

c'est surtout parce que l'idée politique de Le Pen a gagné pour l'instant. Cette idée c'est : *il ne doit pas y avoir un pays avec l'égalité, où un habitant = un habitant, mais il doit y avoir d'un côté « les immigrés », et de l'autre « les français »*. Cette politique a été reprise par tous les gouvernements et par tous les partis et les syndicats. C'est ce qui donne l'éclatement du pays sur des bases racistes, ou même ceux qui sont français sont « soupçonnés » de ne pas l'être...C'est cette dérive dangereuse qui permet à l'UMP de faire qu'il n'y ait plus un état de droit, mais un état de lois et de police contre les ouvriers, les plus pauvres, et ceux qui ne sont pas d'accord avec cette politique.

4) que faire, que penser ?

- **Agir pour que le pays, soit le pays de tous ceux qui y vivent**, et pour tous ceux qui y vivent. C'est là **une politique et une idée positives de la France**, opposées à l'élimination juridique et physiques de gens qui sont ici. Soit-même, ne plus se penser comme français ou immigrés, mais comme quelqu'un d'ici, du pays.
- **Travailler pour l'Abrogation de la loi CESEDA** : une loi doit dire le droit pour tous, et non l'élimination juridique et la persécution. **Régularisation** des ouvriers sans-papiers et de leurs familles sur la base du travail !
- **S'organiser** : constituer partout des collectifs du « **Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis** », collectifs pour l'abrogation de la loi CESEDA et contre les contrôles de police et les rafles. Faire campagne pour une police de paix et non une police politico-sociale de persécution. La police, pour le pays, pas pour le fascisme et la persécution !
- **Affirmer partout qu'il faut en finir avec le mot « immigré »**, mot qui détruit les gens, mot qui détruit le pays, mot qui détruit l'état de droit. Il n'y a que des gens du pays, qu'il faut traiter avec égalité et justice !

Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis